

Les multiples facettes des coopératives en Argentine aujourd'hui

[Revue *Émancipation*, septembre 2012]

En Argentine, le terme « coopérative » recouvre les cas des entreprises récupérées ou aussi celui de regroupement de chômeurs se lançant dans une activité d'intérêt public reconnue sur le plan municipal, et tout aussi bien une production quelconque, indépendamment du sens habituel en Europe (des coopératives bancaires au scops).

Je vais envisager différents cas en soulignant que l'Argentine n'est pas dans le premier monde et navigue dans tous les domaines socio-économiques selon une boussole particulière. C'est le même instrument que dans le premier monde, mais si le facteur « corruption » y est présent pour 10 % des nominations, dossiers, etc. (en fait 90 % pour les postes et les cas les plus importants), en Argentine, ailleurs (en englobant les restes du socialisme réel) c'était et c'est entre 80 et 100 %. L'Argentine, sous la férule néo libérale¹ des présidents Kirchner (2003-2007 Néstor décédé en 2010 à l'âge de 60 ans grâce à sa vision Johnny Walker des soins cardiaques postopératoires; depuis 2007, Cristina Fernández de [= épouse] Kirchner, CFK) évolue entre 80 et 90 % dans le quotidien et 100 % pour les postes et dossiers importants.

Dernier aspect typique, une CGT à la botte des gouvernants², maffieuse et adoptant depuis environ deux mois une crique gauchiste de la présidence de la République (qui veut éliminer son leader trop envahissant) et la CTA (Centrale des travailleurs argentins, créée en 1995 sur des bases non corrompues et non néo libérales, très endommagée et divisée en deux depuis 2010 par CFK).

Les coopératives d'entreprises et de fabriques (dans le sens d'usines) récupérées

Pour exister légalement, chaque coopérative doit avoir un statut juridique. En l'occurrence, on peut déduire qu'un statut stable signifie une conduite néo libéralement acceptable, et pas encore de stabilité légale, équivaut par conséquent à une dangerosité que le néo libéralisme argentin cherche à domestiquer.

Les derniers chiffres officiels indiquent environ 200 entreprises regroupant quelques 10.000 employés, même en comptant 3 ou 4 personnes par famille, on n'arrive qu'à 40.000 personnes directement concernées. C'est une goutte d'eau par rapport aux deux millions de chômeurs impliqués dans des coopératives.

Néanmoins, c'est une expérience très porteuse de conscience prolétaire et incontestablement formatrice. Au départ, même s'il a existé des précédents dans les années 1990, c'est la crise de 2001, puis le tsunami des 19 et 20 décembre 2001 qui entraîna la fuite de nombreux patrons incapables de verser les salaires (les plus « sérieux » emportant une partie ou la totalité des machines). La réponse improvisée des salariés, en de multiples occasions, a été l'occupation, soit pour vendre à leur profit le reste des machines, soit pour produire un peu et empocher quelque chose, avant un règlement juridique de la situation. Aucune consigne, ni syndicales ni politiques, ne fut proposées, de même que pour le fameux

¹ Depuis l'auto effacement de la dictature militaire (selon le schéma brésilien) en 1983, tous les présidents de la République ont suivi le modèle néo libéral de privatisation effrénée (15 ans d'avance sur la France). La qualification des journalistes européens de « gauche » pour les présidents De la Rúa et Kirchner est la preuve d'un état avancé de cécité mentale.

² Les cotisations syndicales sont prises à la source –directement sur les salaires, comme dans le socialisme réel-. Une initiative du péronisme, sorte de gaullisme social ayant bien réussi, avec ses multiples tendances (des pronazis de la triple A aux néo libéraux hystériques, comme Carlos Menem et les Kirchner).

« qu'ils s'en aillent tous » (« que se vayan todos », équivalent de « qu'ils se tirent tous ») à l'adresse de tous les partis sans exception.

*Autre élément dont il faut tenir compte, c'est que les ouvriers sont endettés, appauvris, qu'ils ne peuvent faire aucun investissement, parce qu'ils n'ont pas de quoi manger. [...] Enfin, il faut savoir que ce sont des entreprises vidées de matières premières [...] avec des machines pas en bon état, parce qu'elles ne sont pas entretenues, et [cependant] ces entreprises produisent*³.

En 2010-2012, quelques cas apparaissent encore, qui se heurtent davantage aux problèmes de retard de salaires et aux difficultés juridiques.

La vraie distinction à effectuer est entre les « entreprises îles chasse gardées » et les « entreprises îles ouvertes ». Sur les 200 entreprises récupérées, les « îles ouvertes » sont, en gros, Fasinpat (*Fábrica sin patrón*, Fabrique sans patron), ex Zanon, grosse production de céramique en Patagonie, à Neuquén; le grand hôtel BAUEN, *Buenos Aires Una Empresa Nacional*; l'imprimerie Chilavert à Buenos Aires et une douzaine d'autres. Le reste est composé d'îles chasses gardées, dont on ignore presque l'existence sur place (*Unión Papelera Platense* à La Plata).

Un exemple lumineux est celui de l'entreprise Brukman (entreprise textile d'une centaine d'employés), fer de lance de par la forte solidarité apportée par des groupes trotskistes argentins, donc dans tous les pays où ils existent, entre 2001 et 2003. On en a une étude extérieure et intérieure entre 2004 et 2006 de Maxime Quijoux *Néolibéralisme et autogestion L'expérience argentine*, Paris, 2011⁴. Le climat actuel est résumé par une leader, Celia Martínez, proche du trotskisme au point d'apparaître comme candidate à des élections législative de la ville de Buenos Aires, puis péroniste (à partir d'une légalisation possible comme coopérative par le biais d'un dirigeant ouvrieriste péroniste). Vers 2007, elle expliquait *Tant que nous étions dans le conflit les gens ont été très solidaires avec nous et nous-aussi nous avons été très solidaires. Mais maintenant nous n'allons même plus aux marches [de protestation]. Je ne sais pas, peut-être que le fait d'être dans le Mouvement [national des entreprises récupérées], nous a rendu plus égoïstes. C'est le même personnel et la même production, mais sans ouverture et sans solidarité sur le quartier, les cantines populaires, les centaines de cas de lutte et d'injustice sociale qui secouent le pays tous les mois.*

À l'opposé on a Fasinpat (avec des travailleurs de l'entreprise, sympathisants trotskistes moins rigides). Tout en étant une coopérative légalisée, puis en statut incertain du fait d'une plainte du propriétaire légal italo-argentin auprès de l'Union Européenne, Fasinpat continue à irradier la solidarité, à diminuer les accidents du travail, à créer des emplois en privilégiant les handicapés et les peuples originaires mapuches. Une hérésie pour les classes moyennes argentines (qui se prétendent d'origine tout-à-fait européenne et vivent au gré de deux critères: celui des gagnants et des perdants et une quantité non négligeable de dollars sur le compte en banque).

Il faut ajouter que la situation est complexe car les entreprises récupérées « îles ouvertes » et « entreprises îles chasse gardées » ont des aspects identiques dans le quotidien. Sur le plan financier, l'accès à des aides et à la distribution est freiné par leur statut. Sur le plan interne du fonctionnement autogestionnaire, le salaire unique et une certaine différenciation de rétribution selon les tâches sont en application et en discussion dans chaque cas. Il en va de même pour le rôle des assemblées et de la direction et de leurs rapports réciproques. Il n'existe pas de schéma unique.

³ Cándido de l'imprimerie Chilavert, dans Marina Sitrin, *Horizontalidad, Voces de Poder Popular en Argentina*, Buenos Aires, Chilavert, 2005, pp. 75-76.

⁴ Recension critique (http://www.fondation-besnard.org/article.php3?id_article=1607).

Les coopératives de chômeurs en quête d'un travail digne et authentiques

La population concernée est celle des « piqueteros » (chômeurs luttant pour ses droits à un travail réel et digne). Dans de nombreux cas, la troisième génération de chômeurs d'une même famille est en âge de travailler. Je laisse de côté le travail infantile (dans l'agriculture intensive, s'occuper des poules, servir d'indicateurs de limites des champs de soja à fumiger) et la mortalité due aux produits chimiques, sans oublier la prostitution des très jeunes mineurs, doublée d'un trafic d'enfants boliviens.

Les principales statistiques étant faussées par la présidence de la République depuis 2007, les piqueteros et leur famille représentent environ 2 millions de personnes⁵, dont les revenus atteignent moins de la moitié du salaire minimum de 2011⁶. Ce salaire est complètement déphasé, vu l'inflation, et des hausses de 30 % accordées en 2012 aux salariés des grandes entreprises.

C'est la pénurie, plus que la disette, le besoin de survie⁷ qui expliquent chez les piqueteros, l'apparition d'une multitude de *micro emprendimientos*, minis coopératives qui visent une « clientèle » avant tout du même milieu social, éventuellement quelques militants et leur famille la classe moyenne⁸. On trouve donc des demis douzaines de personnes dans un verger communautaire, une boulangerie, un atelier [et école] de couture, une forge fabriquant des outils, des recycleurs de plastic faisant des balais, etc. Il faut ajouter des groupes ayant des activités dans la voirie, les tout-à-l'égout, etc., rétribués par les municipalités pour 4 heures de travail par jour (sans droit à une couverture sociale ou à aucune ancienneté).

L'important se situe sur trois plans, par ordre d'importance.

Retrouver ou découvrir le travail utile, de qualité, gratifiant et reconnu par les autres, d'où le respect de la ponctualité et de l'assiduité pour les nouveaux salariés.

Renforcer des rapports humains sans le jésuitisme hiérarchique⁹ et créer des jalons d'une vie sociale en-dehors du capitalisme, pour un autre futur. Et cela non seulement en paroles, mais au sein des organisations de piqueteros et au sein de leurs minis coopératives.

Cela applique, comme dans les assemblées hebdomadaires de quartiers sur la distribution de la nourriture reçue ou à recevoir ou à exiger¹⁰, de pratiquer l'autogestion à la

⁵ La part de la population en chômage et sous le seuil de la pauvreté était de 55% en 2001. Maintenant, grâce à l'application, depuis 2003-2004, des normes internationales de la définition de l'emploi (au moins une heure hebdomadaire rétribuée), le chômage n'est officiellement que de 30%. La conséquence des nombreux cas d'emplois cache-misère est que la population sous le seuil de la pauvreté inclut de nombreux salariés. [...] *quelques 14 millions d'Argentins ont encore besoin de l'assistance de l'État pour survivre (Clarín, 17.04.11)*. Évidemment, à ce total, il faut ajouter les salariés au noir, la majorité des piqueteros (dont 107.638, au 30 juin 2011, chiffre de l'État national pour le Plan Argentina Trabaja, donc à multiplier par 3 pour le nombre de personnes en bénéficiant) [...] *Aujourd'hui, 40 % de la population totale, environ 16 millions de personnes, ont un revenu de moins de 800 pesos mensuellement (Clarín, idem)*.

⁶ La somme en euros est peu utile, vu la différence d'alimentation et la non équivalence de certains produits dits bon marché, entre l'Argentine et la France.

⁷ Une grande réussite du néo libéralisme argentin est de maintenir la mortalité des pauvres par dénutrition et absence de médicaments basiques. On compte 100 morts d'enfants par jour. En rajoutant les couches sociales pauvres de certains pays d'Afrique d'Asie, et la Bulgarie et la Roumanie pour l'UE, on voit que génocide néo libéral des pauvres ne chôme pas.

⁸ La classe moyenne est traversée par deux cécités qui la confortent. Les piqueteros seraient des faignants payés avec « nos impôts » par un gouvernement national de salopards de gauche. Le gouvernement national actuel doit être soutenu, « ce qu'on a » et c'est mieux que la droite officielle car à long terme, tout va changer.

⁹ Il faut reconnaître l'exception du groupe CCC -Courant classiste combatif-, qui, tout en défendant des points sociaux partagés par tous les piqueteros, applique, pour que les salariés touchent l'intégralité de leur salaire, l'obligation de participer aux manifestations décidées par le parti. D'où des « salariés » du parti qui pointent les présents et les absents.

base avec ses singularités. La rotation des tâches est en fait inapplicable dans une boulangerie de Lanús (banlieue de Buenos Aires) où il n'y a qu'une personne qui connaît le métier et qui aime et n'est pas gênée par le fait de travailler entre 1 h et 5 h du matin. Il faut tenir compte aussi de nombreuses manifestations de solidarité, générale ou locale, et des remplacements prévoir et à improviser.

J'ajouterai un dernier domaine les « baccalauréats populaires » proposés aux jeunes adultes ayant abandonné leurs études. Si l'Argentine avait un taux de scolarisation et de diminution de l'analphabétisme supérieur à ceux de l'Espagne et de l'Italie dans les années 1965-1975, tout a changé avec la dictature militaire (1976-1983) et l'introduction du néo libéralisme et des privatisations à la mitrailleuse. Brillamment continuées et approfondies par les gouvernements démocratiques de 1983 à 2012. Et une intéressante conséquence culturelle est apparue: la remontée de l'analphabétisme et de l'illettrisme. Une grosse partie des enfants des collèges voulant aller aux lycées ont quitté le système scolaire vu le prix des transports que les familles ne pouvaient plus assurer, avec les hausses du coût de la vie à partir de décembre 2001. Un slogan caractéristique du gouvernement de la ville de Buenos Aires en mars 2004 (l'année scolaire va de mars à début décembre) « Pour cette année, uniquement 50 % de désertion scolaire »¹¹.

Les baccalauréats populaires sont offerts par des équipes venant des organisations de piqueteros. Ce sont soit des profs qui font des heures en plus, soit des étudiants qui ont au moins 50 % de leurs diplômes (règle du ministère de l'Éducation quand il embauche des auxiliaires). Le gros problème est que la pédagogie est un mélange dans la foulée des programmes officiels et de la pédagogie de Paulo Freire (fondée sur les besoins des apprenants et de réflexions sur leurs habitudes de vie). Parfois, on a aussi des parents qui suivent le baccalauréat populaire pour acquérir des connaissances.

On retrouve les problèmes d'assiduité, de nécessité de s'intégrer à un groupe et aux enseignants, car au moins pour ce que je connais à La Plata, dans plusieurs matières, il y a deux enseignants (selon leurs possibilités professionnelles hebdomadaires).

C'est très enrichissant pour les apprenants et les enseignants. Mais complètement instable car quasi impossible à gérer pour les 24 ministres de l'Éducation du pays et le ministre national de l'Éducation. Ils proposent le cadre de l'enseignement privé, donc le contrôle des programmes et des enseignants et des impôts éventuels à régler. Le raisonnement qu'opposent les enseignants des baccalauréats populaires est qu'ils remplissent le rôle que l'Etat se refuse à jouer : la récupération d'une grande partie de la jeunesse condamnée à la marginalisation culturelle, d'où la revendication de salaires, de locaux à la charge de l'Etat et de la reconnaissance de programmes spécifiques.

La situation est beaucoup plus facile pour certaines entreprises récupérées qui offrent l'équivalent d'un baccalauréat professionnel dans leur domaine (imprimerie pour Chilavert). Cet exemple n'est pas encore suivi par d'autres entreprises récupérées.

On le voit, l'Argentine des piqueteros offre un panorama complexe et riche, sans cesse tirailé par des pots-de-vin des gouvernants en place, qui ne vivent que du clientélisme, à l'opposé des piqueteros qui se fondent sur des rapports horizontalistes.

Frank Mintz, 02.08.12.

¹⁰ Les organisations de piqueteros ne sont jamais sûres d'obtenir ce qui leur revient légalement, à cause des aléas administratifs, des revirements politiques locaux. D'où la fréquence des manifestations pour rappeler dans le quotidien le respect des engagements et/ou des décrets aux fonctionnaires responsables.

¹¹ Le gouverneur était prétendument de gauche (c'est-à-dire néo libéral bien élevé), depuis quelques années il est comme les présidents Kirchner, néo libéral mal élevé. Il n'a pas le culot de se dire défenseurs des droits de l'homme comme les Kirchner et leurs coteries qui saignent le pays et remplissent leurs patrimoines.

